



**Les Amis
de la Terre**

Ebauche des problèmes d'accès à l'eau dans le monde

Les Amis de la Terre | Avril 2005

A échelle mondiale, l'eau est source de fortes inégalités. Les données sur la consommation de l'eau illustrent le gouffre existant entre pays riches et pauvres : en moyenne, les habitants des pays en développement consomment 20 litres d'eau par personne et par jour, contre 400 à 500 litres dans les pays industrialisés. L'utilisation de la ressource est d'autre part déséquilibrée suivant la distribution géographique de la population. Enfin, elle varie fortement entre les différents secteurs de consommation : l'agriculture est le plus grand consommateur (70%), suivi de l'industrie (20%), puis vient la consommation directe par la population (10%). Si la population a été multipliée par trois au cours du vingtième siècle, la demande en eau a été multipliée par 6 dans le secteur agricole et par 30 dans le secteur industriel. Il est donc nécessaire d'opérer un rééquilibrage dans l'utilisation de la ressource, et d'établir une hiérarchie suivant l'aspect fondamental des besoins, afin d'éviter la mauvaise affectation des ressources et les gaspillages. Enfin, les estimations montrent qu'entre 1,1 et 1,5 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable aujourd'hui, tandis que près de 2,4 milliards ne disposent pas d'accès convenable à l'assainissement. Cela revient à dire qu'un habitant de la planète sur cinq n'a pas d'accès à l'eau potable et que un sur deux ne bénéficie pas de connexion à un réseau d'assainissement.

D'autre part, la ressource d'eau consommable est limitée. Bien que la Terre soit appelée la Planète Bleue, l'eau douce ne représente que 3% des ressources hydriques disponibles. Une partie de ce stock est difficile d'accès, car constituée de réserves très profondes et de glace. Au total, c'est moins de 1% des réserves planétaires qui sont à la disposition de l'humanité. Près de 80 pays manquent d'eau aujourd'hui, fait largement imputable à la mauvaise gestion de la ressource, à la détérioration de sa qualité sous le coup de la pollution, aux pressions auxquelles elle est soumise du fait de l'ampleur du phénomène d'urbanisation. Certaines variables politiques font aussi peser des menaces sur l'accès à l'eau : orientations gouvernementales qui ne tendent pas toujours à favoriser le bien-être de la majorité, non prise en compte réitérée des demandes des populations directement concernées, et manque fréquent de coordination des acteurs de l'aménagement, entre autres facteurs. Pourtant, on estime qu'en 2030, c'est à 11 milliards d'individus qu'il faudra fournir de l'eau potable...

Tout le monde semble aujourd'hui avoir pris conscience de la nécessité de traiter d'urgence les problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement, ce dont témoigne leur inscription dans les Objectifs pour le Millénaire (ODM). Les Etats réunis au Sommet de Johannesburg sur le Développement Durable ont décidé de réduire de moitié la part de la population mondiale n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement d'ici 2015. Un objectif à la fois ambitieux et insuffisant. Par ailleurs, lors du Sommet d'Evian, les membres du G8 se sont engagés à jouer un rôle plus actif pour accomplir les ODM. Cela devra passer par un encouragement des Etats à la « bonne gouvernance », l'utilisation de toutes les ressources financières disponibles, et la création d'infrastructures en s'appuyant sur des communautés locales « responsabilisées ».

Les Institutions financières internationales comme la Banque mondiale jouent à ce titre un rôle clé, puisqu'elles financent de nombreux projets d'accès à l'eau. La Banque Mondiale, institution inter-étatique regroupant 184 pays donateurs, est le plus grand bailleur de fonds à échelle internationale, et joue un rôle prépondérant sur la scène de l'eau. Elle mobilise à elle seule près de 50 % des financements internationaux destinés aux projets hydrauliques dans les pays du Sud, ce qui représenterait, selon ses déclarations, 15 % de ses frais annuels.

Cependant, ses actions sont parfois mal orientées (financement de projets tels que les grands barrages très coûteux sur le plan social et environnemental...), et les mécanismes d'octroi des prêts souffrent à la fois de lourdeurs bureaucratiques et d'un manque flagrant de transparence. Par ailleurs, le versement de l'Aide Publique au Développement est largement subordonné à la privatisation de la gestion des services de l'eau par les pays bénéficiaires. Une orientation que soutient activement la Banque mondiale et qui a été réaffirmée dans le rapport du « Panel Camdessus »¹ faisant la part belle à la participation du secteur privé dans le domaine de l'eau. Notons enfin que l'Aide Publique au Développement est actuellement en baisse. Les fonds mobilisés par les gouvernements se limitent toujours à environ 0,4% du PIB des pays donateurs, bien loin des 0,7% ciblés par les Nations Unies.

¹ Il a été co-fondé par le Conseil Mondial de l'Eau (CME), le Partenariat International pour l'Eau (Global Water Partnership) et le Secrétariat du Troisième Forum Mondial de l'Eau qui a eu lieu à Kyoto en 2003.